

**Zeitschrift:** Le Tracteur et la machine agricole : revue suisse de technique agricole  
**Herausgeber:** Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture  
**Band:** 28 (1966)  
**Heft:** 14

**Artikel:** La recherche agronomique et les praticiens de l'agriculture : Ne perdons pas le sens des réalités!  
**Autor:** Piller, R.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1083134>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## **La recherche agronomique et les praticiens de l'agriculture**

Ne perdons pas le sens des réalités!

J'ai eu l'occasion, il y a quelque temps, de visiter des instituts et stations d'essais agricoles dans un pays européen. L'impression que me laissa cette visite fut plutôt une déception. En passant d'un établissement à l'autre, je ne cessais de me poser les questions suivantes avec toujours plus d'acuité: «Est-ce que tout cela a encore un rapport avec la pratique? Les agriculteurs profitent-ils de l'activité de ces centres d'expérimentation agricole et de ces stations agronomiques? Les dépenses exigées par ces établissements correspondent-elles avec le travail vraiment utile qui y est accompli? Ou bien les recherches et les essais auxquels on procède ne sont-ils plus que vaguement en rapport avec les besoins réels de la pratique agricole? En d'autres mots, ne se sert-on pas de l'agriculture simplement pour effectuer des recherches et expérimentations quelconques, sans tenir compte de leur utilité?»

Un agriculteur du pays en cause se trouvait parmi les visiteurs et je ne pus m'empêcher de l'interpeller: «Vous en avez de la chance», lui dis-je, «de vivre dans un pays où les stations d'essai et d'expérimentation agricole sont aussi nombreuses qu'importantes!» La réponse fut immédiate et concrète: «Oui? Eh bien sachez que malgré les apparences, quelque chose ne tourne pas rond dans notre agriculture.»

Faisons la part des choses en n'oubliant pas que les agriculteurs pensent parfois d'une façon un peu trop matérialiste. Mes activités m'ont également permis de constater que le paysan ne tient généralement compte que de ce qu'il peut toucher du doigt. Toujours est-il qu'après avoir visité les établissements agronomiques en question, on peut se demander avec raison si ceux qui effectuent les recherches et les expérimentations dans le secteur de l'agriculture ont encore les pieds sur terre. Une nouvelle couche sociale, qui se dit «au service de l'agriculture» (l'administration et les associations), ne commence-t-elle pas depuis en certain temps à se former entre les praticiens de l'agriculture et le reste de la population?

A l'heure actuelle, on s'efforce dans notre pays de moderniser et d'éloigner les établissements d'essais agricoles des centres urbains, puis d'en créer aussi de nouveaux. Il n'y a rien à redire à cela. Mais restons alors bien dans le domaine de la réalité! Il serait tout à fait faux de se baser sur une visite d'établissements analogues de l'étranger — visite faite en compagnie d'un architecte — et de retourner chez soi avec la ferme idée de surpasser ces instituts et stations d'essais en ce qui concerne leur grandeur et la perfection de leurs installations. Pour un pays comme la

Suisse, le mot «extension» a forcément des limites. C'est évidemment une question d'amour-propre national que de vouloir montrer «quelque chose de vraiment bien» à des visiteurs occasionnels. Mais un directeur digne de ce nom, qui a les pieds sur terre et considère les choses objectivement, ne peut que soutenir une opinion semblable à celle-ci: «Nous sommes un petit pays, et, en ce qui concerne les constructions et installations destinées à la recherche agronomique, nous devons nous limiter à ce qui est vraiment d'une urgente nécessité pour nos agriculteurs». En d'autres termes, cela signifie qu'on ne doit écouter l'architecte que d'une oreille et tenir en revanche davantage compte de l'opinion des praticiens de l'agriculture, qui sont des citoyens à part entière et ont un esprit objectif.

Dans le cadre de l'intégration européenne, il faudrait en outre se demander si certaines recherches et expérimentations ne pourraient être effectuées en collaboration avec une station agronomique étrangère. A notre époque du téléphone, du télégraphe et des modiques taxes postales pour l'étranger, une telle chose devrait être réalisable. En ce qui touche l'Allemagne, par exemple, j'ai appris par hasard que les appareillages pour la mise à l'épreuve des tracteurs agricoles ne sont pas utilisés de façon continue et que des demandes d'essai provenant de l'étranger seraient très favorablement acceptées. Au cours d'un voyage effectué antérieurement à l'étranger, je suis entré inopinément dans l'atelier d'un certain établissement officiel. Mon intention était de me montrer amical envers les ouvriers et de m'intéresser à ce qu'ils faisaient. Il me fallut cependant trouver rapidement un prétexte en vue de m'en aller, car je constatai qu'ils exécutaient des travaux pour leur propre compte!

Ce petit exemple me fournit la transition souhaitée pour aborder la question de la conscience professionnelle. Si chaque savant, chercheur, ingénieur, technicien et employé (évidemment aussi chaque journaliste!) s'interrogeait jour après jour au sujet de son activité, c'est-à-dire, en l'occurrence, sur l'utilité du travail qu'il accomplit (enseignement, recherche, études, essais, expérimentations, dispensation de conseils, etc.) par rapport aux besoins réels de l'agriculture, je n'aurais pas vu la nécessité d'écrire ce qui précède.

La raison qui m'a surtout poussé à le faire est que je crains qu'on agisse avec trop de légèreté, sans mesurer les conséquences qui en résulteront pour la pratique agricole. Mes craintes se trouvent corroborées par certaines constatations que j'ai pu faire moi-même en ce qui concerne les essais de matériels agricoles, où l'on dispose de moyens financiers limités. Je connais des exemples de travaux identiques effectués inutilement par deux personnes ou davantage et qui montrent que maint fonctionnaire attache plus d'importance à la question du prestige qu'à celle de la limitation de l'effectif du personnel, autrement dit à la question des économies à réaliser.

R. Piller